

# Lituanie : retrait de la Convention d'Oslo sur l'interdiction des armes à sous-munitions

## Description

Le 18 juillet, le Parlement lituanien a adopté une loi (103 voix, 1 contre et 3 abstentions) aux termes de laquelle la Lituanie va se retirer sous 6 mois de la convention d'Oslo qui interdit les armes à sous-munitions.

Signée en 2008 et rassemblant 124 pays, la Convention interdit la fabrication, le stockage, l'utilisation et le transfert de ces bombes qui peuvent, sous la forme d'obus, de missiles ou de roquettes, libérer des sous-munitions dont la précision est évidemment quasi-nulle. On reproche à ces armes de faire des victimes essentiellement civiles (y compris parce que la moitié environ de ces armes n'explosent pas immédiatement et peuvent représenter un danger des années après l'impact). Les utilisateurs, en revanche, soulignent l'effet démultiplicateur de force de ces bombes.

La Russie et l'Ukraine les utilisent d'ailleurs (les États-Unis approvisionnent l'Ukraine depuis mi-2023). La Lituanie estime qu'en cas d'invasion russe, elle n'aurait d'autre issue que de recourir à ces armes. Dès lors, même si Vilnius avait rejoint la Convention en 2011, le pays juge désormais que la menace est telle qu'il doit modifier sa posture.

D'autres pays, notamment en Europe, ne sont pas signataires de la Convention. Parmi eux, on trouve la Pologne, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, la Roumanie ou la Turquie mais aussi les États-Unis qui, tout en acquiesçant aux enjeux humanitaires, soulignent les enjeux de sécurité.

Jusqu'alors, la Lituanie et la Norvège étaient les seuls pays membres de l'OTAN et frontaliers de la Russie à être parties à la Convention. Or, pour le ministre lituanien de la Défense, Laurynas Kasčiūnas, continuer d'adhérer à une convention qui n'est pas respectée par un adversaire géopolitique majeur serait un manque de sagesse : « *Nous sommes en train de corriger cette erreur. Les armes à sous-munitions sont très efficaces au combat et peuvent compenser, dans une large mesure, un manque de munitions.* » Le Ministre a précisé que la Lituanie envisageait d'acheter des armes à sous-munitions auprès de partenaires producteurs.

Ce retrait est inédit pour la Convention d'Oslo et il est fortement critiqué par les ONG, dont Handicap International, Human Rights Watch ou la Croix Rouge qui y voient un recul majeur pour les droits humains et la protection des populations civiles.

Le 19 juillet, le ministre norvégien des Affaires étrangères Espen Barth Eide a exprimé son regret de voir la Lituanie quitter la Convention et a rappelé que 90 % des victimes de ces armes à sous-munitions restaient des civils : « *Nous comprenons les préoccupations de la Lituanie mais les conventions sur le désarmement ne sont pas des engagements qui s'appliquent uniquement en temps de paix. La manière dont les guerres sont menées est importante. C'est pourquoi nous devons maintenir des règles, normes et obligations internationales en matière de guerre, même lorsque le paysage sécuritaire évolue. Les énormes souffrances des populations d'Ukraine et de Gaza nous le rappellent cruellement.* »

**Sources** : *Lrt.lt, BNS, Euractiv.com*

## date créée

21/07/2024

## Champs de Méta

**Auteur-article** : Céline Bayou